

L'ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES

au cœur de l'alternative politique !

L'édition 2005 de la Fête de l'Humanité, une fois encore, crée l'événement politique de cette rentrée.

Record d'affluence battu, comme si chacun-e s'était donné rendez-vous, dans le prolongement du référendum du 29 mai dernier, pour faire la fête, écouter les artistes et participer aux nombreux débats.

Événement car, pendant trois jours, c'est de lutte contre la politique libérale mise en oeuvre en France et dans le monde dont il a été question. À l'opposé de la politique actuellement menée de destruction sociale, de culpabilisation des femmes et des hommes et de division du monde du travail, c'est de solidarité dont nous avons besoin.

Solidarité face à la destruction du code du travail, où la précarité est désormais officialisée, dans le travail et dans la vie : alors que les femmes sont majoritaires dans les emplois précaires, non qualifiés, dans le chômage, les bas salaires, le temps partiel. Une autre société est possible, qui crée des emplois de qualité, élève les qualifications, sécurise les parcours professionnels, augmente le pouvoir d'achat.

Solidarité avec les femmes de la planète, pour lutter contre les politiques d'immigration de ce gouvernement qui renvoie par charter des familles entières. Solidarité encore avec les Canadiennes mobilisées contre la charia. Et victoire.

Il n'y a pas de fatalité à l'inégalité entre les femmes et les hommes. Elle est la conséquence de choix politiques, d'une double discrimination, de sexe et sociale. À l'image de la marche mondiale des femmes, de la lutte pour la paix des mères de soldats américains mobilisés en Irak, de la jeunesse qui a tenu son dernier Festival mondial à Caracas..., partout dans le monde, les femmes travaillent, luttent, se rassemblent, proposent et construisent une alternative à cette politique.

Faire le monde ensemble, c'est le chantier ouvert en cette rentrée 2005. Une autre société est à imaginer, à mettre en oeuvre. Nous avons besoin d'un véritable projet de civilisation qui mette au cœur l'égalité entre les femmes et les hommes comme dimension essentielle du progrès social et humain.

Gaëlle Abily

Éminisme Commu

commission

Droits des femmes/féminisme

SEPTEMBRE 2005

Résistance, riposte contre le gouvernement de droite, contre les attaques aux droits des femmes !

Page 2

Samedi 10 septembre :
débat à la Fête de l'Humanité
Point sur la préparation de l'assemblée
des femmes communistes,
vendredi 25 novembre 2005

Page 3

Compte-rendu du Festival social
méditerranéen de juin
Compte-rendu du festival mondial de la
jeunesse, août 2005 à Caracas

Page 4

Agenda

Page 5

Réactions de Laurence Cohen face aux mesures et propos du gouvernement de droite contre les migrantes et le droit d'asile.

Vous pouvez avoir l'intégralité des lettres sur notre site ou auprès de Cécile Jacquet.

Sont concernées, Madame Makombo Mbelu et de deux de ses enfants, pour laquelle nous restons vigilantes car nous n'avons eu à ce jour aucune réponse officielle; et Mme Djénébé Koité, qui est désormais expulsable avec sa fille Kankou de 13 ans, menacée d'excision au Mali. Dans ce cas précis, la réponse de Monsieur André Viau, préfet du Loiret, est particulièrement scandaleuse, qui déclare : [...] *“le Conseil d'État, à deux reprises, en 1998 et 2000, a estimé que l'excision ne peut constituer une menace au sens de la Convention de Genève que si cette pratique est encouragée ou tolérée par l'Autorité publique.”*

La mobilisation doit continuer et s'élargir !

Au Canada : contre la sharia, septembre 2005, nous avons gagné

La mobilisation des mouvements européens, de l'association *Regards de femmes* notamment, des associations et partis progressistes français, dont le PCF, largement relayée par les médias canadiens, a permis aux femmes canadiennes de confession ou de filiation musulmane d'avoir les mêmes droits que toutes les autres femmes.

C'est une immense victoire contre ceux qui veulent enfermer les femmes dans des traditions théocratiques patriarcales.

“Plus de sharia law in Ontario, il n'y aura plus d'arbitrage religieux en Ontario. La loi sera la même pour tous les Ontariens”, Dalton Mc Quilty, Premier ministre de l'Ontario, le 11 septembre 2005.

Les femmes musulmanes vivant sur le territoire canadien refusent d'être discriminées en fonction de la religion de leur mari. Elles demandent à bénéficier des mêmes droits positifs, respectant les droits fondamentaux universels de la personne humaine, que toutes les autres femmes canadiennes

Légitimer des instituts islamiques de justice civile est lourd de danger. Le barreau canadien a dénoncé de multiples vices dans les arbitrages, en particulier les décisions discrétionnaires, l'absence d'obligations de sentences arbitrales écrites et du secret de la procédure. Et surtout, la non-conformité avec les principes d'égalité hommes/femmes puisque, selon la sharia, la femme n'est pas l'égal de l'homme.

Communiqué de presse, septembre 2005, contre un crime d'honneur

“Crime d'honneur” : deux mots qui devraient être remplacés par “crime de déshonneur” !

Une femme musulmane de 31 ans, enceinte de 5 mois d'un fils de famille chrétienne, a été assassinée la semaine dernière par ses parents, dans le cadre de ce que certains musulmans qualifient de “crime d'honneur”.

Le village chrétien de Taybeh a été brûlé pour “laver l'honneur de la famille” musulmane.

Les autorités palestiniennes et israéliennes ont mis du temps pour coordonner les secours, ce qui explique le nombre de maisons ou appartements brûlés, 11 en tout.

La famille chrétienne a reconnu la culpabilité du fils et le cessez-le-feu a été institué pour six mois avant d'ouvrir la voie à la réconciliation.

Le fils, un homme marié de 32 ans, a été incarcéré dans une prison de Ramallah.

Le simple énoncé de ces faits et le traitement de ce crime odieux sont terriblement choquants. Une femme a été assassinée, des représailles ont été commises en 2005 sans condamnation de leurs auteurs !

La violence engendre la violence, l'irrespect des valeurs fondamentales de la vie que sont l'égalité, la liberté de son corps et de son âme engendre des drames inconcevables dans le XXIème siècle de notre humanité qui se montre en fait si inhumaine.

Et pourtant, les progressistes, dont nous sommes, savent que les droits des femmes sont inaliénables des droits de toute la société. Nous le revendiquons, nous le crions lors de toutes nos manifestations notamment lors des marches mondiales des femmes dont la dernière se terminera en octobre prochain.

Les communistes appellent tous les progressistes, les féministes à intervenir partout où ils sont pour refuser ce monde de discriminations, de soumission, d'exploitation et construire un monde d'égalité, de paix, de mise en commun.



activité de la commission

assemblée des femmes communistes avec Marie-George Buffet le vendredi 25 novembre à l'espace Niemeyer

Nous venons de mener une très belle bataille pour rejeter le projet de Constitution européenne. Nous avons participé à de multiples initiatives pour en dénoncer les aspects discriminatoires à l'égard des femmes.

Nous nous sommes retrouvés aux côtés de féministes très diverses avec lesquelles nous avons partagé constat et propositions pour débarrasser l'Europe du libéralisme et du patriarcat.

Nous entrons dans une période dense où nous devons poursuivre et amplifier la mobilisation populaire si nous voulons chasser durablement la droite. Il est important que nous prenions la temps de réfléchir à l'apport communiste dans nos combats, singulièrement dans celui du féminisme.

Dans ce contexte, il nous faut non seulement élaborer des propositions immédiates, mais également donner à voir la visée communiste que nous portons.

Prendre un moment de réflexion est de nature à nous aider à avancer, à élargir le cercle des militantes et militants de notre commission. D'ores et déjà, **je te demande donc de retenir la date du vendredi 25 novembre**, dont voici le programme :

- 17 h 30, accueil
- 18 h, féminisme et communisme
- 19 h 30, Europe : après la victoire du NON, quelles initiatives et quelles perspectives pour inscrire l'égalité dans les faits ? Après l'assemblée des femmes et le congrès du PGE les 28,29 et 30 octobre à Athènes, où en sommes-nous ?
- 21 h, buffet.

Ce travail collectif, cette élaboration commune nous permettra, à n'en pas douter, de faire progresser nos idées dans la préparation du congrès et d'être plus efficaces dans la construction d'une alternative politique.

Laurence Cohen

FÊTE DE L'HUMANITÉ

une très belle fête, politique, festive, joyeuse, porteuse du "tous ensemble" !

Une soixantaine de personnes s'est retrouvée à l'espace Bretagne pour participer au débat *Citoyennes, pour une Europe débarrassée du patriarcat*. Les intervenantes et intervenants ont brossé le tableau de la situation des femmes en Europe dans tous les domaines de leur vie.

Quelques statistiques, données par Nadia Kesteman, permettent d'appréhender la réalité concrète : ainsi, en France, en 40 ans, le taux d'activité des femmes de 25-54 ans a progressé de 35% : il est désormais de 64% contre 46 % en 1962. Pour les tranches d'âges 25-54 ans, il est même de 80%.

Le taux d'emploi de femmes de 25-54 ans croît plus lentement depuis le début des années 1990. Et le taux d'emploi à temps complet des femmes de 25-54 ans n'augmente plus et stagne à 50%.

L'écart avec le taux d'emploi des hommes est en 2003 de 15 points pour les 25-54 ans. En Europe, à titre de comparaison, le taux d'emploi des femmes de 25-54 ans est de : Suède, 82%; Italie,

54%; moyenne européenne, 67% pour les femmes, 87% pour les hommes; écart hommes/femmes minimum : Suède, Finlande, Danemark, inférieur à 10%; écart hommes/femmes maximum : Espagne, Italie, Grèce, supérieur à 30%.

Dans l'emploi total, la part des femmes en CDD est de 9.4% contre 5.5% pour les hommes. L'écart hommes/femmes en matière de taux de chômage tend à se réduire depuis 25 ans, mais il reste supérieur à 2 points. En 2003, il y avait 4 millions d'actifs à temps partiel dont 82% de femmes.

Le temps partiel représente 30% des emplois féminins (5, % de ceux des hommes). la moyenne européenne du temps partiel féminin est de 33% avec de fortes disparités selon les pays (8% des emplois des femmes en Grèce, contre 44% au Royaume-Uni et 73% en Hollande). En France, 50% des femmes à temps partiel travaillent 15 à 29 heures par semaine.

Charles Conte a mis en lumière les enjeux de la laïcité, Gaëlle Abily a fait

part de son expérience originale en Bretagne, liant propositions immédiates et projet politique. C'est un formidable point d'appui pour notre combat, comme l'a souligné Laurence Cohen, qui a aussi interpellé l'assistance sur les problématiques qui sont posées au PCF comme à l'ensemble de la gauche : comment faire avancer des propositions en rupture avec l'ultralibéralisme et le patriarcat ?

Le temps de la construction avec d'autres, pour poursuivre le formidable élan du NON d'après le 29 mai, a donc été au cœur du débat. Des féministes ont participé à notre débat, nous en sommes très heureuses, car c'est le résultat de bonnes relations avec le mouvement féministe français. Mais elles nous ont dit aussi que la Fête n'était pas à l'image de la mobilisation des derniers mois sur la question de la contestation féministe de l'Europe libérale ! Dès aujourd'hui, l'ensemble de la commission nationale doit en tirer les enseignements politiques.

Cécile Jacquet

Forum social méditerranéen

Pour la première fois s'est déroulé, du 16 au 19 juin dernier, le Forum social méditerranéen à Barcelone. Parmi les nombreux participants aux séances plénières comme aux ateliers, les déléguées femmes se sont distinguées par leur présence en nombre et leurs interventions. Une dénonciation forte du néolibéralisme et du patriarcat s'est partout imposée avec une demande de construction d'un réseau méditerranéen de lutte et de solidarité.

Tous les grands thèmes que nous évoquons et pour lesquels nous nous battons dans les réunions, meetings ou manifestations étaient repris : la précarisation du statut des femmes sous le néolibéralisme, les conditions des femmes migrantes, l'inégalité hommes/femmes, la démocratie dans les espaces publics et privés, les luttes contre toutes les formes de discrimination et la violence, contre la marginalisation et l'exclusion économique, publique, sociale et culturelle des femmes car si leurs droits régressent en Europe, la condition féminine déjà bien précaire souvent dans les pays du Magreb, se détériore chaque jour davantage. Une déléguée tunisienne (de l'association des femmes démocrates) dénonce la mondialisation et son impact sur les femmes dans le monde du travail qui en sont les premières victimes. L'État tunisien s'est retiré de son rôle traditionnel pour compenser les inégalités d'où une précarisation et un chômage accrus.

Il y eut des moments très forts, émouvants, terribles, lors de certains témoignages de femmes engagées comme en Irak, Iran, Palestine, Algérie, Tunisie, car si celles-ci sont au centre de toutes les répressions associées aux guerres ou aux religions, elles sont aussi des combattantes qui dénoncent et luttent. Des témoignages à la limite du supportable émotionnellement – je pense particulièrement à celui d'une déléguée irakienne – ne nous ont pas laissé-e-s abattu-e-s ou sans voix, bien au contraire. Après l'horreur, la révolte, le besoin de réagir et de lutter ensemble a prédominé et le slogan "so-so-so-solidarité avec les femmes du monde entier" a plus d'une fois et fortement résonné dans l'espace de la FIRA.

De ce forum, nous sommes revenues encore plus convaincues que réflexions et luttes sont liées pour qu'avancent partout les droits des femmes, l'égalité hommes/femmes, et que reculent l'exploitation néolibérale et le patriarcat. C'était partout la revendication d'un monde sans exploitation ni guerre, sans discrimination ni inégalité, sans privatisation ni précarisation.

Liliane Balu

CARACAS : le retour !

C'est bien grâce à une collecte exceptionnelle, et donc à l'aide précieuse de nombreuses et nombreux camarades, que 175 jeunes communistes de toute la France se sont retrouvés à Caracas, avec des milliers de jeunes du monde entier, pour le 16ème Festival mondial des jeunes et des étudiants.

De ce voyage, il y aurait de quoi écrire un roman, tant il s'est passé de découvertes, de rencontres, de débats, de fêtes, et tant aussi il y a de ressentis et de points de vue de chacune et de chacun. Entre nos hébergements dans "une ville dans la ville", où nous dormions avec les Colombiens, mais aussi pas loin des Algériens, des Brésiliens, des Allemands, des Angolais..., et les différents lieux de conférences, séminaires, ateliers, nous avons eu un programme des plus riches, et des plus fatigants ! Je retiendrai trois aspects de mon voyage.

Le premier, un peu chauvin certes, autour de la beauté de ma délégation, celle du Val de Marne. 53 jeunes de mon département, 24 de ma ville, 29 jeunes femmes, dont 6 très jeunes puisqu'elles sont mineures, et 3 non-communistes. Vraiment, cette délégation était d'un formidable dynamisme, d'une grande envie de vivre pleinement tous les instants, et d'une pertinence prometteuse pour l'avenir.

Le second, autour de l'Amérique Latine, de son effervescence, son dynamisme, ses luttes pour l'émancipation humaine, sa volonté de construire autre chose ensemble, en permanence avec le peuple... Avoir pu être témoin du bouillonnement d'idées de ces milliers de jeunes sud-américains est riche d'enseignements, porteur d'espoirs et de perspectives pour notre militantisme quotidien, ici en France. Aucune démarche ne peut constituer un modèle à suivre, encore moins à photocopier tel quel d'un pays à l'autre, d'une réalité à une autre, mais savoir et voir que quelque part dans le monde des combats se mènent et se sont menés, et donnent un visage nouveau à la vie des citoyennes et des citoyens, tout cela donne chaud au cœur.

Le dernier aspect que je retiendrai est malheureusement plus négatif. Le MJCF avait à charge l'organisation de deux ateliers (sur l'éducation qui s'est bien passé, et sur la laïcité qui s'est, à mon sens, beaucoup moins bien passé). J'avais espéré avoir un très bon débat sur les questions de laïcité. En effet, dans le Val de Marne, les JC travaillent beaucoup cette question, et nous aurions aimé approfondir nos combats menés ou à mener pour vivre ensemble dans le monde. Je crois que, faute

d'une meilleure préparation, nous n'avons su sortir de notre vision européenne, et pour le coup très partisane. Nous plaçant en défenseurs d'une laïcité mal définie, nous n'avons pas laissé la parole libre à d'autres, notamment aux jeunes femmes voilées sud-américaines. J'espère que le MJCF n'a froissé personne et que nous aurons d'autres occasions de travailler avec toutes les forces progressistes mondiales autour de la création d'espaces publics permettant l'élaboration libre et libérée des identités de chacune et de chacun.

Des comptes-rendus sous forme d'expositions, de carnets de voyage, de "Journal d'un festivalier", de films, de soirées... se préparent un peu partout en France, car il nous faut du temps pour prendre le recul nécessaire à la restitution d'un tel voyage. C'est donc une histoire à suivre, notamment dans les perspectives des forums sociaux européens et mondiaux qui arrivent et où nous retrouverons nos camarades du monde entier.

Encore merci à tous les camarades qui ont permis aux Jeunes communistes de vivre une expérience inoubliable.

Bozena W.

15 octobre

18 h30, "Citoyenneté des femmes et démocratie",
hommage à Augustine Variot, première femme élue, communiste,
à Malakoff

17 octobre

Arrivée de la Charte au Burkina Faso, Journée mondiale contre la
pauvreté : UNE HEURE DE SOLIDARITÉ FÉMINISTE de 12 à 13 h

21 octobre

20 h30, réunion de la Commission nationale, au Conseil national

22 octobre

Dans le prolongement du 29 mai, rassemblement à Paris
pour riposter et construire une alternative politique

28 octobre

Assemblée des femmes à la veille du premier congrès du PGE
des samedi 29 et dimanche 30 octobre à Athènes

25 novembre

Assemblée des femmes communistes au Conseil national

**16 ou 17
décembre**

Réunion de la Commission nationale (décentralisée ?)

NOS COMMISSIONS NATIONALES

Nous vous proposons de convenir ensemble
de nos dates de réunion en commission,
il est en effet incontournable d'être plus nombreux et
nombreuses lors de ces réunions
et de permettre la prise d'initiatives
d'un plus grand nombre d'entre nous sur cette question.

Selon les disponibilités de chacune et de chacun,
deux options sont possibles :

Tous les troisièmes vendredi tous les deux mois
ou tous les samedi tous les deux mois.

Pour notre prochaine réunion,
le vendredi 21 octobre semble la seule possibilité.

Vous pouvez faire connaître vos disponibilités
auprès de Cécile Jacquet en appelant au 06 07 33 95 41
(l'ancien numéro n'étant plus usuel)
et à son poste au CN au 01 40 40 12 27.

HOMMAGES

Deux féministes nous ont quittés cet été

Françoise d'Eaubonne est décédée.
Cécile Jacquet représentait le PCF
et notre commission à la crémation.
Un hommage très militant a été rendu
à cette pionnière du féminisme
et de la lutte pour les droits des homosexuels.

Maria Doriath, militante communiste résistante et
féministe s'est éteinte, elle reste parmi nous.
Brigitte Dionnet et Cécile Jacquet représentaient
le PCF et notre commission aux obsèques.

Nous avons été nombreuses et nombreux
à lui rendre un hommage sincère.